

## Quel bilan pour la 4<sup>ème</sup> République ?

### I. Les éléments d'un réquisitoire

#### 1) Le dysfonctionnement des institutions

- L'élaboration de la constitution a été laborieuse et son acceptation sans enthousiasme
- Une condition nécessaire à un fonctionnement satisfaisant de la constitution de 1946 : une majorité parlementaire relativement cohérente et soudée
- Or, dans la réalité, les majorités sont instables, divisées, sans leadership -> une double instabilité quasi structurelle
  - Instabilité des majorités qui se fait, et se défait à un rythme soutenu
    - Tripartisme = PC + SFIO + MRP, entre 1945 et le Printemps 1947
    - Troisième force : l'ensemble des partis qui s'opposent au PC d'une part et aux gaullistes d'autre part, de 1947 à 1951
    - Centre-droit de 1951 à 1955
    - Après les élections législatives de 1956, aucune majorité ne se dégage vraiment à l'Assemblée
  - Instabilité des gouvernements, quelle que soit la majorité (durée de vie moyenne 6/7 mois)

#### 2) L'impuissance à résoudre des problèmes coloniaux

- Dès 1946, l'Union française mise en place par la nouvelle constitution -> des changements dans la forme et le vocabulaire plutôt que sur le fond
- En Indochine : la France ne se donne pas (n'a pas) les moyens de sa politique - de conserver l'Indochine sous son contrôle - mais elle ne se résout à faire la politique de ses moyens qu'après Dien Bien Phu.
- En Algérie : priorité aux opérations militaires, en attendant de trouver une (impossible ?) solution qui satisferait à la fois Musulmans et Européens
  - ⇒ A court terme, des résultats sur le terrain mais, à moyen terme, les méthodes de la contre guérilla contribuent à faire basculer une majorité de la population musulmane du côté du FLN
  - ⇒ La France isolée à l'extérieur et déchirée à l'intérieur -> la crise finale du 13 mai 1958 (cf annexe)

### II. Les éléments d'un plaidoyer

#### 1) Des circonstances atténuantes

- Pour le dysfonctionnement des institutions
  - Des adversaires puissants et implacables
    - Un PCF qui à partir de 1947 campe sur les positions définies par Jdanov - et se montre en 1956 fort réticent vis à vis de la déstabilisation conçue par Khrouchtchev
    - De Gaulle qui instruit en permanence un procès en illégitimité, et joue les pompiers incendiaires (au temps de son Rassemblement du Peuple Français - 1947 à 1953 - et pendant la crise de Mai 1968
  - Les « subdivisions » des Français : les anciens clivages sont toujours en place (sur la laïcité ; sur les questions économiques et sociales) ; d'autres s'ajoutent (sur les institutions ; sur la décolonisation ; sur la construction européenne) ; et ils ne se superposent pas
- Pour la décolonisation
  - La complexité des problèmes indochinois et algérien
  - Indochine : une guerre de décolonisation + conflit de guerre froide
  - Algérie -> le face à face des deux communautés

- Des réussites, au moins relatives, du côté du Maroc et de la Tunisie ainsi que de l'Afrique Noire

## 2) Des réussites incontestables

- La reconstruction et l'entrée dans la croissance
  - L'Etat impulseur (nationalisations, planification -> le Premier Plan de reconstruction, le Deuxième Plan visant au développement des investissements et de la consommation
  - L'Etat Providence : Sécurité sociale, allocations familiales
  - ⇒ Le couple de la consommation de masse et de la production de masse, moteur d'une longue croissance, commence à fonctionner
- La réconciliation franco-allemande et la construction européenne
  - Le plan Schumann (1950) -> la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA)
  - La Communauté européenne de défense (CED), un échec mais surmonté
  - ⇒ Le traité de Rome de 1957 : l'acte de naissance (à 6) de l'actuelle Union Européenne

---

## Annexe : la fin de la 4<sup>ème</sup> République

### La mort de la 4<sup>ème</sup> République, suicide ou assassinat ?

#### 1) Des adversaires à l'affût

- Renaissance d'une extrême-droite qui instrumentalise la défense de « l'Algérie française » ; elle dispose d'une influence grandissante dans la population européenne d'Algérie et dans une partie du corps des officiers
- Les gaullistes les plus militants qui espèrent que l'aggravation de la crise du régime fera apparaître le général de Gaulle comme le seul recours possible

#### 2) Le 13 Mai 1958 et ses suites

Le 13 Mai 1958 à Alger une manifestations d'Européens d'Algérie tourne à l'émeute, avec la complicité de l'armée. Un pouvoir insurrectionnel se met en place sous la forme d'un Comité de Salut Public présidé par le général Massu. Le gouvernement donne les pleins pouvoirs civils et militaires au général Salan. Mais celui-ci, comme Massu, fait appel à de Gaulle

- Le général de Gaulle sait jouer du choc des mots et du poids des silences pour apparaître à la majorité de l'opinion et des responsables politiques comme le seul recours pour éviter un scénario semblable à celui de l'Espagne en 1936
- ⇒ Le 1<sup>er</sup> Juin 1958, désigné par René Coty comme président du Conseil, de Gaulle est investi à une très confortable majorité, et il obtient les pleins pouvoirs pour six mois ainsi que la possibilité d'élaborer une nouvelle constitution, qui serait soumise à un référendum. Il appartenait donc désormais à de Gaulle de répondre selon ses vues, aux aspirations qui avaient été celles des électeurs poujadistes (« sortez les sortants ») ET des électeurs mendésistes (permettre à la France « d'épouser son temps » dans une République nouvelle)